

Attaque terroriste dans le Var : le tueur, un adepte du RN qui affichait publiquement sa haine

Après l'assassinat de Hichem Miraoui à Puget-sur-Argens, le parquet antiterroriste a été saisi. Christophe Belgembe, 53 ans, tenait depuis des années des propos racistes sur Facebook. « Si Marine ou Jordan passent pas, les mecs... Réveillez-vous », a-t-il déclaré dans une vidéo postée juste après son passage à l'acte.

[David Perrotin](#), [Matthieu Suc](#) et [Marie Turcan](#)

3 juin 2025 à 16h13

Mise en garde

Cet article fait état de propos racistes.

Le Parquet national antiterroriste (Pnat) s'est saisi lundi 2 juin de l'enquête ouverte après la mort d'Hichem Miraoui, 46 ans, visé par les tirs d'un voisin et touché à cinq reprises dans la nuit du samedi 31 mai au dimanche 1^{er} juin à Puget-sur-Argens dans le Var. Afik B., une autre personne de nationalité turque de 25 ans, a été blessé à la main.

Depuis, dans cette ville de 8 000 habitant·es, des dizaines de personnes viennent exprimer leurs condoléances devant le salon de coiffure d'Hichem Miraoui, décrit selon des témoins interrogés par Mediapart comme un homme « *toujours souriant, serviable* », « *très calme et très apprécié* ». « *Il s'appelait Hichem, il était coiffeur, il était aimé de tous, issu d'une grande fratrie de huit frères et sœurs, dont une sœur avec lui en France* », a détaillé Mourad Battikh, l'avocat de la famille de la victime.

Critiqué pour avoir [tardé](#) à réagir, le ministre de l'intérieur a fini par dénoncer lundi un « *crime insupportable* », dont le caractère raciste « *ne fait aucun doute* ». « *Le racisme doit être sévèrement puni. Quand il conduit à cette sauvagerie, la réponse pénale doit être implacable* », a publié Bruno Retailleau sur le réseau social X. Le Pnat a ouvert une enquête pour « *assassinat et tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste, commis en raison de la race ou la religion* », et pour « *association de malfaiteurs terroriste criminelle* ».



Christophe Belgembe, 53 ans, tenait depuis des années des propos racistes sur Facebook. En fond, le salon de coiffure où la victime travaillait, à Puget-sur-Argens. © Photomontage Armel Baudet / Mediapart avec documents

Avant et après son passage à l’acte, l’auteur, Christophe Belgembe, 53 ans, a posté des vidéos sur ses réseaux sociaux dans lesquelles il affirmait notamment qu’« *il [fallait] tuer les Arabes* », « *se révolter et tirer sur la population maghrébine* » et disait « *prêter allégeance au drapeau français* ». Dans son véhicule, les forces de l’ordre ont retrouvé « *plusieurs armes de type pistolet automatique, fusil à pompe et arme de poing* », toutes détenues légalement [selon TF1](#).

Dans une vidéo [consultée](#) par Mediapart, *Libération* et *Le Monde*, Christophe Belgembe exhibait de nombreuses armes – des pistolets semi-automatiques et une arme ressemblant à un fusil à pompe – et invitait à « *vote[r] bien la prochaine fois* », tout en multipliant les propos d’extrême droite.

Là, je vais sortir, je vais faire un petit carton déjà. Rien qu’en sortant de chez moi, tous les sans-papiers, les bordels, les machins, je vais me les cartonner.

Christophe Belgembe dans une vidéo postée après son passage à l’acte consultée par Mediapart

« *Ce soir, on dit stop, stop aux islamiques de mes deux. Putain de Français de mes deux, réveillez-vous, sortez vos couilles, allez les chercher là où ils sont, déclare-t-il. Il n’y a pas d’allégeance à Al-Qaïda ou à quoi que ce soit. C’est l’allégeance au bleu, blanc, rouge, voilà.* » Et de menacer avant de passer à l’acte : « *Arrêtez de vous faire enculer par ces*

putains de bâtards de bicots de mes deux. Tous ces bicots de mes deux. Là, je vais sortir, je vais faire un petit carton déjà. Rien qu'en sortant de chez moi, tous les sans-papiers, les bordels, les machins, je vais me les cartonner. »

Dans une autre vidéo postée après son passage à l'acte et consultée par Mediapart, Christophe Belgembe mentionne explicitement le Rassemblement national (RN) et appelle clairement à voter pour le parti d'extrême droite : *« Mon âme vaut plus que ces putains de bicots. L'État n'est pas capable de nous protéger, l'État n'est pas capable de les renvoyer chez eux. Jean-Marie nous l'avait dit, on serait dans la merde, on est dans la merde. Je suis pas un pro-RN, mais voilà. Si Marine ou Jordan passent pas, les mecs... Réveillez-vous parce que vous allez vous faire enculer. »*

Dans une troisième vidéo consultée par Mediapart, il prévient qu'il veut encore faire un « carton » : *« Je meurs pour la France, j'en ai plein le cul des gauchos, j'en ai plein le cul de tous ces gens qui défendent ces salopards, dit-il. Là, j'ai dégomme les deux trois merdes qui étaient près de chez moi pour commencer, parce qu'il fallait les éliminer. Ça c'est de la merde. Dans le lot, je pense qu'il y en a un ou deux qui n'ont pas de papiers. Et c'est que le début. »*

Un racisme à visage découvert

Depuis des années déjà, Christophe Belgembe, adepte de tir sportif, exprimait ses menaces et son racisme à visage découvert.

Selon Mouna, la cousine d'Hichem Miraoui installée dans les Bouches-du-Rhône, la victime subissait la haine de son voisin depuis déjà plusieurs mois. *« Il nous disait qu'il avait des problèmes avec ce voisin, il lui envoyait des insultes racistes, des "sale Arabe !", il lui a même tagué sur son scooter, alors qu'il n'y a jamais eu d'incident entre eux..., témoigne la jeune femme dans [Var-Matin](#). Quand Hichem cuisinait, le voisin criait : "Ça pue la bouffe d'Arabes !"... Mais Hichem ne voulait surtout pas faire d'histoire. Il y a encore quelques jours, il a offert une assiette de couscous à ce fameux voisin, pour tenter de créer du lien, une réconciliation... C'était ça, Hichem. »*

Pour elle, le mobile terroriste ne fait pas de doute : *« Entre les insultes racistes proférées régulièrement et les messages publiés sur les réseaux sociaux avant et après le crime, c'était un acte idéologique et prémédité, pas de la folie. »*

Le profil Facebook de Christophe Belgembe, [exhumé](#) par *Le Monde* et consulté par Mediapart, dresse le portrait d'un homme qui se radicalisait depuis au moins 2015, adepte des armes, fervent soutien des « gilets jaunes », n'hésitant pas à exprimer des propos islamophobes, ou un soutien au RN ou des élus d'extrême droite. Il revendique sa proximité idéologique avec David Rachline, le maire RN de la ville voisine de Fréjus, Marine Le Pen ou Gilbert Collard.

Début mai, Christophe Belgembe semble ainsi défendre [la manifestation néonazie](#) autorisée à défiler à Paris et s'en prend dans les commentaires publiés sous un article à une personne qui se demande si *« le fascisme n'a pas investi la Place Beauvau »*. *« Toi t'a vraiment rien compris ,mais tu comprendra quand tes gosses seront obliger d embrasser l islam [sic] », écrit-il.*

« La seule envie que ça donne c est sortir les fusils et de tirer dans le tas [sic] », poste-t-il en mars 2020, puis « c est vraiment une belle culture cette religion musulman [sic] ».



© Captures d'écran du compte Facebook du suspect Christophe Belgembe.

Il relaie aussi un post Facebook de Philippe Vardon, conseiller régional de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et proche de Marion Maréchal, pour dénoncer la construction d'une nouvelle mosquée à Nice et accuser le maire de la ville : « *Estrosi de mes deux mais pas le courage de ces actes* [sic] », lâche-t-il.



© Capture d'écran du compte Facebook du suspect Christophe Belgembe.

Sympathisant de Marine Le Pen

En janvier 2020, il poste un article titré « Nicole Belloubet confirme la sortie de 450 détenus radicalisés en 2019 », et menace : « *HE BEIN IL Y A INTÉRÊT DE BIEN GRAISSÉ LES FUSILS [sic]* ». En 2019, il affiche son soutien à la présidente du RN Marine Le Pen : « *C est bien ces actions comme celle là qui nous ferons basculer dans une guerre civile. Il fallait voté Marine et que ce soit les politiques qui vire les mauvais immigrés. [sic]* »

En janvier 2019, il s'en prend aux « *faux mineurs migrants* », puis réagit sous un article annonçant la mort d'une personne tuée par un policier. Christophe Belgembe, qui affiche fièrement des armes sur sa photo de profil Facebook, révèle s'en être pris à des forces de l'ordre.

« *Moi perso mon premier délit c est avoir traîné un flic sur 200m et les autres c est des refus de obtempéré avec ou sans violence donc oui les flics sont des casse couilles !! Donc si il m avait tiré dessus a chaque fois que je me barrer je serais mort depuis bien longtemps un jour un gendarme ma menasser de me tiré dessus si je voulais m enfuir. Bein je lui ai foncé dessus voilà pour la petite histoire. Après les arabes et autres c est au gouvernement que j' en veux !!! [sic]* » « *Je ne me métrais jamais en djellaba et je ne parlerez jamais arabe [sic]* », écrit-il encore en 2015 après les attentats contre *Charlie Hebdo*.

Malgré ce compte Facebook public dans lequel l'auteur affichait fièrement des armes et parle de guerre civile ou de volonté de passer à l'acte, les messages de Christophe Belgembe semblent être passés à travers les radars de Pharos, le portail de signalement des contenus illicites sur Internet.



© Captures d'écran du compte Facebook du suspect Christophe Belgembe.

Selon le procureur de Draguignan, Christophe Belgembe n'avait jamais été signalé pour des propos extrémistes et n'était connu d'aucun service de renseignement. Comment comprendre

que cet homme ait pu détenir légalement autant d'armes ? Sollicitée, la préfecture du Var n'a pas donné suite.

C'est en tout cas la première fois que le Parquet national antiterroriste se saisit d'un dossier après un meurtre perpétré par un auteur proche de l'extrême droite. Contacté par Mediapart, le Pnat annonce que l'enquête a été confiée à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) et à la sous-direction de la police judiciaire et précise que des éléments complémentaires seront « *apportés à l'issue de la garde à vue actuellement en cours du mis en cause* ».

Ce drame n'est pas un fait divers. Il est le reflet d'un climat de haine croissante et d'un discours ambiant devenu lourd de conséquences.

Mourad Battikh, avocat de la famille d'Hichem Miraoui

En avril, Aboubakar Cissé a été tué d'une cinquantaine de coups de couteau à la mosquée de La Grand-Combe mais l'acte, [au grand dam](#) de sa famille, n'a pas été reconnu comme terroriste. L'auteur n'a pas laissé de trace exprimant sa volonté de s'en prendre à une religion ou à une population précise et aurait des troubles psychiatriques.

Dans cette affaire à Puget-sur-Argens, le Pnat semble considérer que l'acte est potentiellement raciste et terroriste puisque Christophe Belgembe aurait « *pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur* ». « *Le Pnat s'est saisi parce qu'il considère qu'il y a une dimension terroriste. Puisque le mis en cause voulait tuer des étrangers* », confirme le ministre de l'intérieur.

À lire aussi

[« Attentat », « terrorisme » : des notions à géométrie variable](#)
5 janvier 2020

« *Ce drame n'est pas un fait divers. Il est le reflet d'un climat de haine croissante et d'un discours ambiant devenu lourd de conséquences*, écrit l'avocat de la famille de la victime dans un communiqué. *La mort d'Hichem est la conséquence directe d'une atmosphère alimentée par la stigmatisation, les amalgames et la banalisation de la violence raciste.* »

Récemment, le site Les Jours avait [révélé](#) l'impunité de certains sur Facebook et notamment d'élus du RN. En décembre 2024, le média mettait en cause quinze députés du parti de Jordan Bardella membres d'un groupe dans lequel était publié du contenu raciste et extrêmement violent. « *Retourne dans ton cocotier, bamboula* », « *Ils sont vraiment nuisibles, ces noirs* », « *Les chasseurs aiment tuer ? Qu'ils aillent faire des battues dans les cités !* », pouvait-on lire sans qu'aucun élu RN signale les messages à la justice.

« *Ce groupe RN aurait dû faire la une de tous les médias, on aurait dû interroger le RN sur la question* », commente Manon Aubry auprès de Mediapart. L'élue européenne de La France insoumise a grandi à Saint-Raphaël (Var), juste à côté de Puget-sur-Argens, une région où elle constate que « *la parole raciste est très libérée* ». « *C'est un effet de deux poids et deux mesures insupportable, qui dit quelque chose de la banalisation du racisme.* »

Mercredi 4 juin, treize membres du groupuscule Les Natifs [seront jugés](#) pour injures publiques racistes après avoir affiché une banderole s'opposant à la participation de la chanteuse Aya Nakamura à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. Parmi eux, une assistante parlementaire du RN, en fonction au moment des faits.

À lire aussi

[« Projet WaffenKraft » : « La France n'est pas à l'abri » du terrorisme d'ultradroite](#)

21 juin 2023

[Derrière des projets de tueries de masse, « l'accélérationnisme » peut-il s'implanter en France ?](#)

4 octobre 2021

Comme l'a raconté Mediapart, la menace de groupes d'extrême droite ou d'individus est de plus en plus forte en France. Depuis 2017, la justice a ouvert vingt enquêtes terroristes en lien avec cette idéologie, pour l'essentiel des projets d'attentats déjoués.

« Il y a une montée en puissance d'une nébuleuse mondiale. La menace d'ultradroite est considérée comme une véritable menace terroriste, perçue comme la menace numéro un dans certaines démocraties occidentales, notamment anglo-saxonnes. Et la France n'est pas à l'abri... », déclarait en 2023 le chef de la sous-direction judiciaire de la DGSI lors du procès des quatre néonazis du « Projet WaffenKraft ».

Mardi, le maire (divers droite) de Puget-sur-Argens, Paul Boudoube, a exprimé [sur Facebook](#) ses condoléances et a annoncé la tenue d'une marche blanche dimanche 8 juin : *« La population est invitée à se rassembler massivement et dans le calme pour affirmer notre rejet absolu de la haine et notre attachement aux valeurs de respect, de tolérance et de fraternité. »*

[David Perrotin](#), [Matthieu Suc](#) et [Marie Turcan](#)